

(N° 274)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 AVRIL 1923.

BUDGET DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE POUR L'EXERCICE 1923 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE ⁽²⁾, PAR M. PONCELET.

MESSIEURS,

L'examen du Budget de la Justice par les Sections de la Chambre, par la Section centrale et par la Commission permanente, n'a donné lieu à aucune objection grave et s'est terminé par l'approbation des crédits tels qu'ils nous ont été transmis par le Sénat.

On s'est borné à quelques demandes d'explications et à des observations et critiques d'ordre législatif ou réglementaire à propos de certains chapitres du Budget que nous allons examiner.

La discussion qui a eu lieu au Sénat nous permettra de ne présenter que quelques courtes observations, le discours de M. le Ministre ayant traité la plupart des questions à l'ordre du jour.

* * *

Constatons d'abord avec satisfaction que le Budget qui nous est proposé, est en diminution de quelques millions, exactement cinq millions, sur le Budget précédent. Il y a donc eu un effort appréciable pour ramener les dépenses à des chiffres moins onéreux pour le Trésor. Il résulte, au surplus, des déclarations

(1) Budget transmis par le Sénat, n° 4-IV.

(2) Composition de la *Commission spéciale* :

1° Les membres de la *Commission permanente de la Justice et de la Législation civile et criminelle* : MM. BRUNET, président; BAELS, BUISSET, CARTON DE WIART, COLLEAUX, DE BUE, DEJARDIN, HALLET, JENNISSEN, MECHELYNCK, MEYSMANS, NEYEN, PONCELET, SINZOT, SOUDAN et VAN DIEVOET ;

2° Six membres nommés par les Sections : MM. JOUREZ (Léon), DU BUS DE WARNAFFE, GALOPIN, VERACHTERT, DE BRUYNE (René) et HEYMAN.

ministérielles que cet effort de compression ira en s'accroissant et que l'on peut espérer de nouvelles réductions importantes.

Malheureusement, à côté des diminutions à prévoir, il faut envisager des majorations de crédits qui s'imposeront dans un avenir très prochain et qui, hélas! compenseront les économies que l'on a l'espoir de réaliser.

C'est dire qu'il ne faut pas trop se bercer d'illusions et qu'il reste fort douteux qu'on puisse, d'ici très longtemps, ramener le Budget de la Justice à un chiffre sensiblement inférieur à celui qui nous est proposé.

* *

Le chapitre de l'ordre judiciaire a fait l'objet, en Sections et en Commission, de multiples observations d'ordre général relativement à certaines graves questions qui sont à l'ordre du jour : Organisation judiciaire, majoration des traitements de la magistrature, modifications aux lois sur la compétence et la procédure.

Nous n'avons pas à traiter ici ces questions en détail puisqu'elles feront prochainement l'objet de discussions spéciales.

La Commission permanente est, en effet, saisie de divers projets relatifs à ces questions. Ils seront bientôt soumis à la Chambre. Nous ne pensons pas cependant qu'aucun de ces projets ait chance de recevoir une solution définitive au cours de la présente session.

* *

En ce qui concerne l'organisation judiciaire, la loi qui l'a modifiée temporairement et dont l'échéance arrive en octobre prochain, devra certainement faire l'objet d'une prorogation de courte durée. Il n'est, en effet, pas à prévoir que, pour cette date, on puisse lui substituer une loi définitive.

La discussion qui s'est produite au Sénat démontre qu'on est toujours loin d'être d'accord sur les bases à donner à la nouvelle organisation. La question du juge unique reste l'objet d'un désaccord obstiné : d'un côté, plusieurs discours ont révélé un mouvement d'offensive plus décidé de la part de ses partisans; mais, d'autre part, il s'est affirmé, dans d'autres discours, une résistance toujours aussi vive de la part de ceux qui pensent qu'il est dangereux de transformer aussi fondamentalement l'organisation de nos cours et tribunaux.

Qu'il nous soit permis de formuler, au sujet de cette discussion, une seule observation. Ne semble-t-on pas perdre de vue, dans la lutte engagée pour ou contre telle ou telle forme de l'organisation judiciaire, ce qui devrait être la chose principale, c'est-à-dire la valeur intrinsèque du régime proposé? Cependant, la préoccupation qui paraît dominer les esprits n'est-elle pas ailleurs? Ne s'attache-t-on pas surtout et presque exclusivement à la question des traitements? Pour avoir de bons magistrats, dit-on, il faut les mieux payer; pour les mieux payer, il faut en diminuer le nombre; donc il faut, avant tout, conclut-on, arriver à cette diminution.

N'est-ce pas là un raisonnement trop simpliste? Le problème à résoudre ne

comporte-t-il pas, en effet, d'autres éléments? On oublie que nous nous trouvons, non pas devant une magistrature à recruter, mais devant des magistrats en fonctions, et dont le plus grand nombre doivent y rester longtemps encore.

Ils ne sont donc plus à choisir. Du reste, tout le monde s'accorde à reconnaître que la magistrature actuelle est à la hauteur de sa mission. Mais en fût-il autrement, n'est-ce pas une illusion de croire que les magistrats seraient transformés du jour au lendemain, parce que leurs traitements seraient majorés?

Au surplus, n'est-ce pas une autre illusion que de penser que du jour où les traitements seront majorés, le mode de recrutement sera du même coup changé? Ne savons-nous pas combien il faut compter, en cette matière, avec les traditions?

L'étude de l'organisation judiciaire comporte, selon nous, d'autres questions que celles des traitements :

Quelle est l'organisation qui nous assurera une bonne justice?

Quels sont les juges qu'il faut pour cette justice?

Quelle est la rémunération à donner à ces juges pour leur permettre de remplir leur mission?

Voilà, nous semble-t-il, comment il faut sérier les questions. Mais nous sommes d'avis que la première est de loin la plus importante et sans nier qu'il y ait entre elle et les deux autres une corrélation évidente, nous demandons cependant qu'elle soit examinée et discutée de telle sorte qu'elle ne soit pas sacrifiée à celles-ci.

La justice ne doit pas être organisée pour les magistrats ni être faite à leur mesure. C'est le contraire qui est vrai et le problème, selon nous, est de savoir si, étant donnée la composition de la magistrature telle qu'elle est aujourd'hui et telle qu'elle sera encore vraisemblablement dans vingt ou trente ans, la justice rendue par un seul juge vaudra la justice rendue par un collège de juges.

Personne, que nous sachions, ne se plaint du régime sous lequel nous vivons depuis soixante ans. S'il n'y a pas de grief pourquoi un changement?

Nous nous bornons à cette simple remarque tout à fait personnelle, ne voulant pas anticiper sur la discussion du projet, ni engager la Commission dans un sens ou dans l'autre.

* * *

Ce que nous venons de dire ne doit diminuer en rien l'importance de la seconde question qui se pose, celle de la majoration des traitements des magistrats.

L'émotion provoquée par les déclarations que M. le Ministre a faites au Sénat, s'est traduite en protestations assez vives dont nous avons entendu bien des échos. Nous croyons devoir attirer l'attention de la Chambre et du Gouvernement sur l'urgence de la question.

Tout le monde semble d'accord pour reconnaître que les magistrats sont trop peu rémunérés, mais aucune mesure efficace n'a été jusqu'ici proposée.

Devant la déclaration formelle du Gouvernement de n'accepter aucune augmentation de dépense, il n'est pas possible de formuler aucune proposition et nous serions les premiers à nous y opposer.

Cependant ne peut-on pas se demander pourquoi les magistrats ne bénéficient pas des indemnités accordées à tous les fonctionnaires, c'est-à-dire les indemnités de vie chère? N'y a-t-il pas là une exclusion qui ne se justifie pas et qu'il serait possible de réparer, lorsque la Chambre examinera le Budget des Dépenses supplémentaires?

Sans doute ces indemnités ne sauveraient pas les magistrats de la situation difficile où les met l'insuffisance de leurs traitements; mais il est des situations telles que ces indemnités, quelque modestes qu'elles soient, seraient souvent les bienvenues. La question est du domaine de Monsieur le Ministre des Finances et nous ne pouvons que nous borner à le prier de la soumettre à un bienveillant examen.

. . .

Mais la question de la majoration des traitements eux-mêmes va certainement se présenter pour le prochain Budget. Elle comportera une solution dont la gravité ne peut échapper à la Chambre : il est donc prudent de la prévoir dès maintenant.

Les plus hautes personnalités du monde judiciaire parlent ou écrivent sur cette question, dans des termes qui en démontrent le caractère d'urgence et d'exceptionnelle importance. Comment se défendre d'une juste émotion lorsqu'on entend, par exemple, M. le Procureur général Servais, dire publiquement dans une circonstance solennelle, qu'il faut « écarter le péril qui, sous la pression croissante des nécessités de la vie, guette les magistrats, en compromettant leur recrutement et peut-être leur indépendance »!

Paroles bien graves et révélatrices d'un état de choses inquiétant!

N'exagérons rien; mais comment ne pas s'alarmer devant pareilles déclarations ou à la lecture d'autres protestations du même genre! Des magistrats, pères de famille, acculés, malgré les privations, à l'impossibilité de subvenir aux nécessités de leur rang social! Que peuvent devenir, si l'on n'y prend garde, le prestige de la dignité de la magistrature? Et quelle menace aussi pour le bon recrutement de nos magistrats dans l'avenir? Ne dit-on pas que des magistrats, hautement appréciés, sont sur le point, ne pouvant trouver dans leur traitement le moyen de subvenir aux frais d'une nombreuse famille, d'abandonner la carrière pour des entreprises plus rémunératrices?

Malheureusement, il y a le gros obstacle, c'est-à-dire la détresse financière du Pays! Et que d'autres réclamations également justifiées et auxquelles il faudrait en même temps faire droit!

C'est pour cela que, sans méconnaître tout l'intérêt qui s'attache au sort de la magistrature, il faut bien que nous lui demandions de patienter encore.

Nous savons qu'il est des nécessités devant lesquelles l'État ne peut pas reculer et nous ne craignons pas de dire que, parmi ces nécessités, se trouve celle de conserver dans la magistrature tous les bons éléments qui peuvent lui maintenir son autorité et son prestige.

Nous permettra-t-on une suggestion également toute personnelle!

Puisque les finances de l'État ne permettent pas une augmentation générale

de tous les traitements, ne pourrait-on se borner, lorsqu'on réglerait la question, à venir au secours des cas les plus intéressants?

Pourquoi, en effet, augmenter tous les traitements, si quelques-uns seulement sont insuffisants?

N'est-ce pas une manie déraisonnable, dans notre pays, de ne procéder, en cette matière, que par des mesures générales? Pourquoi faut-il que les traitements soient les mêmes pour tous si les besoins ne sont pas les mêmes chez tous? Et puisqu'il s'agit de ménager les intérêts du Trésor et de ne donner des majorations que dans la mesure où elles s'imposent, pourquoi vouloir appliquer en cela, comme en toutes choses, une mesure d'égalité que rien ne justifie et qui serait ruineuse pour le Trésor?

Pourquoi ne pourrait-on, en vue d'éviter au Trésor une dépense exagérée, n'accorder d'augmentation qu'aux magistrats qui en ont un impérieux besoin? Serait-il si étrange qu'on accordât, par exemple, des indemnités familiales plus importantes et proportionnées aux charges de famille? Et, puisque ce sont surtout les traitements de bas de l'échelle, qui sont insuffisants, pourquoi ne pas se contenter d'ajouter ces indemnités familiales à ces seuls traitements et dans les cas seulement où elles seraient justifiées par les circonstances?

Prenons le cas d'un juge qui, comme traitement initial, touche 11,000 francs. S'il est célibataire, ce traitement peut à la rigueur lui suffire : dès lors, pourquoi lui donner une augmentation? Mais, s'il est marié, qui soutiendra que ce traitement est suffisant? Pourquoi ne pas accorder une indemnité spéciale et sérieuse, 3,000 francs, par exemple, à ceux qui sont mariés? Et s'il s'agit d'un père de famille qui a conséquemment des charges plus considérables, pourquoi ne pas augmenter cette indemnité en proportion du nombre des enfants? N'arriverait-on pas ainsi à établir, dans l'exemple que nous avons pris, une échelle acceptable? Pour le magistrat célibataire, 11,000 francs; pour le magistrat marié, 14,000 francs; pour le magistrat ayant charge d'enfants, 15,000, 16,000 et même 17,000 francs suivant le nombre de ses enfants? N'arriverait-on pas ainsi à faire face aux nécessités les plus criantes, sans créer pour cela une charge considérable pour les finances de l'État?

Ce n'est évidemment, nous tenons à le redire, qu'une suggestion personnelle. Peut-être ne satisferait-elle personne et moins que personne les magistrats eux-mêmes. Nous la soumettons quand même à l'examen de la Chambre et du Gouvernement. On peut discuter son principe ou son opportunité, mais c'est en tout cas un expédient qui mérite un peu d'attention pour le jour où il faudra bien prendre une mesure en cette matière.

* * *

Les observations que nous venons de faire au sujet du traitement des magistrats, nous pouvons les faire en général à propos de tout le personnel judiciaire qui a, dans la plupart des cas, les mêmes raisons de se plaindre.

Une catégorie d'agents dont le sort est particulièrement intéressant, parce qu'ils sont traités moins bien encore, ce sont les commis des parquets et les commis-greffiers.

Nous avons interrogé M. le Ministre de la Justice sur le sort qu'il compte réserver à leurs réclamations.

Voici la réponse qui nous est parvenue :

« La situation des employés des parquets et des greffes a été réglée par l'arrêté royal du 15 février 1922, conformément aux règles générales uniformes appliquées à tous les agents de l'État.

» D'autre part :

A. — *En ce qui concerne les employés des parquets.*

» Un projet de loi a été déposé à la séance du 8 mars de la Chambre des Représentants à l'initiative de M. Sinzot et consorts tendant à obtenir :

» 1° Que le nombre des secrétaires-adjoints à titre personnel dans les parquets ne soit plus limité;

» 2° Que les traitements des secrétaires et secrétaires-adjoints des parquets soient fixés par la loi;

» Que tout employé de parquet soit nommé secrétaire-adjoint à titre personnel avec revision de carrière après seize années de services.

» Ce projet, s'il était voté, aurait des conséquences financières importantes.

» I. La loi du 31 juillet 1920 a prévu la nomination de secrétaires-adjoints dans les parquets, à titre personnel; ces nominations sont à la faculté du chef du Département. Le projet veut les rendre obligatoires. Il est à remarquer que la création ou le maintien de place à titre personnel est une institution propre aux parquets et aux greffes. Elle a été supprimée partout ailleurs dans les administrations publiques. Le projet veut la généraliser et créer ainsi de nouveaux emplois obligatoires, alors même que la nécessité n'en serait pas reconnue. La proposition, en cas d'accueil favorable, sera suivie inévitablement de demandes analogues des agents de toutes les autres administrations de l'État auxquels il sera malaisé et peu équitable de refuser les mêmes avantages.

» Déjà, un projet étendant le bénéfice de ces dispositions aux greffiers-adjoints a été déposé.

» II. Le projet tend, en second ordre, à faire fixer par la loi le traitement des secrétaires, secrétaires-adjoints et secrétaires-adjoints à titre personnel, alors qu'il a toujours été fixé par arrêté ministériel en application de la loi du 31 juillet 1920. Le projet fait, sous ce rapport, aux secrétaires des parquets une situation analogue à celle des greffiers. Mais ceux-ci sont membres de l'ordre judiciaire et c'est par application de l'article 102 de la Constitution que leur traitement est fixé par la loi.

» En réglant, par voie législative, les traitements et les augmentations de traitements, on enlèvera aux chefs des parquets toute autorité sur leurs subordonnés.

» III. Le projet veut attribuer un second privilège aux employés des parquets, celui d'obtenir le grade de secrétaire-adjoint à titre personnel, après une carrière de seize années. La plupart des parquets ne compteraient donc plus que des gradés à la différence de toutes les autres administrations de l'État; tout commis

de parquet obtiendrait automatiquement, après seize années de service, une augmentation de 1,900 francs de traitement et serait élevé au grade correspondant à celui de sous-chef de bureau dans les administrations centrales de l'État, bénéficiant ainsi du privilège de la revision de carrière, à l'exclusion des autres agents de l'État et contrairement aux traditions de l'administration.

B. — *En ce qui concerne les employés de greffe.*

» Une proposition de loi tendant à assimiler les greffiers-adjoints à titre personnel aux greffiers effectifs a été déposée par M. Bovesse et consorts.

» Elle soulève des objections analogues à celles qui sont indiquées ci-dessus sub numeris I et III. »

La réponse constitue, semble-t-il, une fin de non-recevoir. Peut-être pourrait-on discuter les modalités des propositions de loi déposées par nos collègues de la Chambre et la note transmise par M. le Ministre semble bien indiquer que, lorsque ces propositions viendront devant la Chambre, elles se heurteront à l'opposition du Gouvernement. C'est à cette discussion qu'il faut renvoyer les remarques à opposer aux objections ministérielles. Mais, en attendant, ne faut-il pas chercher un moyen de remédier à la situation intolérable des agents en cause? Le Gouvernement ne peut-il substituer aux propositions qui n'ont pas son agrément, un autre régime qui ne présenterait pas les inconvénients qui justifient son opposition?

* * *

Les greffiers-adjoints des justices de paix font aussi des réclamations.

La première n'est pas compromettante au point de vue du Trésor : elle consiste à demander que « dans les justices de paix, où il existe un greffier-adjoint, le greffier porte le titre de greffier en chef et le greffier-adjoint celui de greffier ».

La loi du 31 juillet 1920 a supprimé le mot « adjoint » en ce qui concerne les ci-devant greffiers-adjoints des tribunaux de commerce, des tribunaux de première instance et des Cours d'appel.

Y a-t-il une raison de ne pas qualifier de la même façon les greffiers-adjoints des justices de paix? Nous ne la voyons pas.

Les greffiers-adjoints des justices de paix ont été créés en vertu de la loi du 3 mai 1912; ils assurent le service d'une partie des audiences civiles et des audiences de police et donnent aux actes dont ils sont chargés leur signature avec la même autorité que le greffier.

Peut-être vaut-il mieux réserver cette modification de titre pour la discussion de la loi projetée sur l'organisation judiciaire.

La seconde réclamation des greffiers-adjoints des justices de paix est d'ordre budgétaire. Ils demandent que les commis-greffiers, créés greffiers-adjoints en 1912, puissent compter, pour la fixation de leurs traitements les années qu'ils ont passées comme commis-greffiers au service de la justice. Cette faveur a été accordée par la loi du 11 mai 1910 aux commis-greffiers transformés par la dite

loi en greffiers-adjoints. Ne semble-t-il pas qu'il y a les mêmes raisons de traiter de la même façon les greffiers-adjoints des justices de paix? La mesure ne serait pas non plus bien compromettante.

* * *

Oserons-nous encore dire quelques mots d'une autre catégorie d'agents judiciaires dont le sort est aussi souvent à plaindre : les huissiers.

Nous voudrions répéter à leur sujet les observations que nous avons présentées lors des Budgets précédents. Les griefs sont pour eux restés les mêmes et nous voudrions qu'enfin il soit fait droit à leurs justes revendications.

On a exposé souvent la situation malheureuse de beaucoup d'huissiers dans les circonscriptions rurales. Un grand nombre n'ont pas de quoi gagner leur vie et cependant il leur est défendu d'occuper d'autres fonctions.

Nous avons pensé qu'on pourrait faire pour eux ce que l'on a fait pour d'autres, pour les avocats notamment, mettre fin à l'incompatibilité de leurs fonctions avec d'autres fonctions rétribuées. Pourquoi, par exemple, ne pas permettre à un huissier de remplir les fonctions de commissaire de l'État près des tribunaux de dommages de guerre, lorsqu'il est jugé apte à remplir ces fonctions. Nous avons posé à M. le Ministre une question à ce sujet et voici la réponse qui nous a été faite :

« J'ai soumis à MM. les Procureurs généraux près les Cours d'appel la question de savoir s'il est utile ou opportun de lever l'incompatibilité édictée par l'article 40 du décret du 14 juin 1813.

» Les rapports que j'ai reçu démontrent que pareille mesure, d'une efficacité minime au point de vue de l'amélioration de la situation des huissiers, n'est pas souhaitable.

» Elle ne produirait pas les résultats que l'on pourrait en attendre. Il ne semble pas douteux, en effet, dit M. le Procureur général de Bruxelles, « que » le nombre des huissiers qui bénéficieront de la disposition nouvelle seront une » minorité, si bien que la situation des membres de la corporation ne sera pas » améliorée dans l'ensemble et que les difficultés aujourd'hui fort sérieuses du » recrutement ne seront que faiblement réduites.

» Il importe, d'ailleurs, de ne pas oublier qu'aujourd'hui déjà les huissiers, » s'ils se voient interdits l'accès des fonctions publiques salariées, conservent » cependant malgré les prohibitions des articles 40 et 41 du décret de 1813 » une liberté d'action bien plus grande que celle des autres fonctionnaires ou » officiers ministériels. »

» Mais si la réforme proposée paraît ne devoir présenter en fait que peu d'utilité et de maigres résultats pratiques, en revanche elle semble susceptible d'entraîner de graves inconvénients et de donner naissance aux abus les plus regrettables.

» M. le Procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles, les résume en ces termes :

»« Dans notre organisation judiciaire, le rôle de l'huissier est fort important ;

» son intervention est indispensable dans presque toute procédure et à différentes
» phases de celle-ci. On conçoit, dans ces conditions, que le législateur ait tenu
» à ce que l'huissier ne puisse être distrait de l'exercice convenable de son minis-
» tère par d'autres fonctions qui absorberaient une partie de son activité, le ren-
» draient moins facilement accessible aux justiciables obligés de recourir à lui et
» pourraient même nuire, ne fût-ce qu'en apparence, à son indépendance.

» De plus, si le législateur a expressément exclu de l'activité des huissiers
» l'exercice de toute autre fonction publique, c'est précisément parce que, par
» définition, les huissiers ne sont pas et ne peuvent pas être des agents de
» l'autorité. Ils ne sont que les mandataires des parties investis du pouvoir de
» conférer l'authenticité à certains actes; à part ce caractère d'authenticité, les
» exploits qu'ils signifient n'ont d'autre valeur que celle du titre sur lequel ils
» reposent. Or, il serait à craindre, si un huissier exerçait en même temps une
» fonction l'investissant d'une partie quelconque de l'autorité publique, qu'il se
» produise dans l'esprit des justiciables, surtout dans les petites communes, une
» confusion qui ferait apparaître toute signification d'exploit comme un ordre de
» l'autorité. »

» M. le Procureur général estime, et je me range à son avis, que le remède est plutôt soit dans une majoration du tarif en vigueur, soit dans le projet de loi élaboré par le Conseil de Législation sur l'assistance judiciaire, soit dans une revision du ressort de certains huissiers et une réduction — car ils sont trop nombreux de cette corporation — de membres, soit mieux encore dans la combinaison de l'une et l'autre de ces mesures.

» Le vote du projet de loi sur l'assistance judiciaire dont le Parlement est saisi (Sénat, séance du 30 novembre 1922, *Doc. parl.*, n° 15), la revision du tarif civil, actuellement soumis à l'examen des Départements des Finances et de la Justice, sont le moyen de remédier à leur situation. J'examinerai de plus, si, en outre, il n'y aurait pas lieu, comme le suggère M. Servais, de reviser le ressort de certains huissiers et de réduire le nombre de ces officiers ministériels. »

Il faudra donc bien encore abandonner l'espoir que nous mettions dans la suggestion que nous avons cru pouvoir faire au Ministre.

Il nous est difficile d'admettre que le refus d'y faire droit soit fondé. En effet, dans notre pensée, le Ministre serait toujours maître d'accorder ou de refuser l'autorisation de remplir les fonctions dont la loi interdit le cumul avec la profession d'huissier. Nous admettrions même que l'autorisation du cumul ne devrait être donnée que dans les cas particulièrement intéressants et lorsqu'on aurait toutes les garanties contre les abus.

Nous demandons derechef au Gouvernement d'examiner encore s'il n'est pas possible de prendre des mesures dans le sens que nous venons d'indiquer.

La Commission exprime en tout cas le vœu qu'on arrive bientôt à régler la situation de ces agents de telle sorte qu'ils n'aient plus tant à se plaindre.

* * *

Les chapitres III, IV, V, VI, VII et VIII n'ont donné lieu qu'à des observations de détail que nous croyons inutile de reproduire.

Au sujet du chapitre de la « Protection de l'Enfance », consignons quelques remarques qui ont été faites au cours de la discussion dans les Sections.

On a demandé notamment quelles sont les règles prises pour le placement des enfants anormaux. La question est importante, car il faut non seulement rechercher quel est le meilleur régime à donner à ces malheureux, mais aussi préserver de leur contact, souvent dangereux, les enfants qui n'ont pas le malheur de souffrir des mêmes tares.

M. le Ministre, à qui nous avons demandé à ce sujet quelques renseignements, nous adresse la note ci-après :

« En vertu de la loi du 14 juin 1920, les enfants anormaux indigents sont entretenus et éduqués aux frais des Fonds commun, de la province et de l'État.

» Le placement de ces enfants est effectué conformément aux dispositions des articles 16 et 19 de la loi du 27 novembre 1891 modifiés par la loi précitée du 14 juin 1920.

» L'article 2 de cette dernière loi a institué, dans chaque province, une Commission appelée à donner son avis sur l'application des dispositions de l'article 16 et à organiser un contrôle permanent sur les conditions du maintien de l'intervention du commun.

» Un arrêté royal du 18 octobre 1921 a désaffecté un certain nombre d'asiles d'aliénés et les a transformés en instituts pour enfants anormaux. Une circulaire ministérielle du 22 novembre suivant a donné aux nouveaux établissements les indications nécessaires pour les conditions d'application de la loi du 14 juin 1920; une circulaire du 9 mars 1923 leur a rappelé les dispositions légales relatives au placement des enfants anormaux.

» La Commission chargée des études relatives à la revision du régime des aliénés s'occupe d'élaborer le statut définitif des instituts pour anormaux. Cette Commission est sur le point de terminer ses travaux. »

Espérons que les décisions de la Commission donneront satisfaction aux desiderata exprimés ci-dessus.

On a émis aussi certaines critiques au sujet des mesures disciplinaires à appliquer dans les écoles de bienfaisance. La Commission s'est émue de faits qui lui ont été exposés par un de ses membres. Le système dit « paternel » donne, dans la généralité des cas, d'excellents résultats, mais il faut pour cela qu'il soit appliqué avec tact et se garder de toute exagération. Si les faits rapportés sont exacts, le régime de la cellule auquel on soumet certains mauvais sujets ne serait plus une peine, mais une espèce de cure de repos pendant laquelle les élèves, frappés d'une punition, au lieu de subir la peine qui doit servir de sanction à leur inconduite, recevraient au contraire des faveurs exceptionnelles. On leur permettrait notamment d'avoir diverses distractions et douceurs qui sont interdites aux enfants qui se conduisent bien. N'y a-t-il pas là un réel abus?

D'autre part, on ne sépare pas assez les incorrigibles des autres et il résulte de cette promiscuité les plus déplorables effets. Les éducateurs se plaignent de n'avoir plus d'autorité sur leurs pensionnaires et sont bien souvent découragés.

Pouvons-nous demander que l'Administration s'informe et prenne, s'il y a lieu, les mesures qui s'imposent?

*
*
*

Nous avons aussi posé, à M. le Ministre, les questions suivantes :

N'y a-t-il pas lieu de prendre certaines mesures pour diminuer les frais d'entretien des enfants mis à la disposition du Gouvernement ?

Quelles sont les mesures prises jusqu'ici pour diminuer le crédit prévu ?

Réponse.

« Le Département étudie et poursuit la réalisation de tous les moyens propres à réduire les frais d'entretien des mineurs mis à la disposition du Gouvernement, sans porter préjudice à l'enseignement et aux soins divers que leur état exige. C'est dans ce but qu'il s'efforce de réduire les effectifs du personnel partout où il est démontré que le nombre en est excessif et qu'il étudie s'il est possible et désirable de diminuer le nombre des établissements.

» On a souvent invoqué le coût élevé de la journée d'entretien dans certains établissements pour faire ressortir qu'il y avait exagération dans les dépenses. Mais ce serait se faire une idée fausse du fonctionnement des établissements de l'État et de leurs charges financières que de les juger par ce seul aspect.

» Le prix de la journée d'entretien est influencé principalement par le nombre des internés. Le cadre du personnel enseignant et administratif d'un établissement de l'État a peu de mobilité ; on ne peut aisément le réduire et partant diminuer les frais généraux d'une année à l'autre. Il serait d'ailleurs imprévoyant de le faire sous l'impression du fléchissement passager du nombre des élèves.

» Ce nombre avait baissé sensiblement au lendemain de la guerre, mais il se relève chaque année : c'est ainsi que le prix de la journée d'entretien dans les établissements pour garçons, qui s'élevait à fr. 16.20 en 1920 est tombé à fr. 14.54 en 1921. Les comptes de l'exercice 1922 ne sont pas assez avancés pour indiquer le prix de 1923, mais il résulte de certaines indications qu'il ne dépasse pas 9 francs pour un de ces établissements. Ce chiffre est encore fort élevé ; il est supérieur au prix demandé par la plupart des institutions privées, mais il faut remarquer, qu'en général, les frais sont plus élevés dans les établissements de l'État que dans les établissements privés, et qu'en l'espèce, l'organisation de l'enseignement professionnel, qui est très dispendieux, y prend une grande importance, tandis qu'il n'existe qu'à l'état très rudimentaire partout ailleurs.

» Sous ce rapport, comme sous beaucoup d'autres, les établissements de l'État se recommandent à l'attention des juges, lesquels désignent souverainement les institutions auxquelles sont confiés les enfants de justice, et on n'a pas manqué de le leur faire observer.

» Les crédits inscrits au Budget ordinaire de 1923 pour les Écoles de bienfaisance et les institutions publiques de l'État comportent une réduction de 1,113,000 francs, comparativement au Budget de 1922. ».

Signalons que le Gouvernement a déposé à la Chambre, le 14 février dernier, un projet de loi de dépense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et de l'adolescence coupable.

Les dispositions de ce projet s'inspirent principalement de la nécessité d'assurer le reclassement des jeunes délinquants.

Quant aux enfants moralement abandonnés, leur patronage est assuré par des Comités locaux subsidiés par le Gouvernement. Les Comités ont été récemment réorganisés.

*
* * *

Les instituteurs des Écoles de bienfaisance se trouvent, au point de vue de la pension, dans des conditions bien plus défavorables que leurs collègues de l'enseignement primaire, tant en ce qui concerne le quantum de la contribution annuelle pour la pension des veuves et des orphelins, qu'en égard au taux de la pension et à l'âge de la retraite.

Ne peut-on admettre ces instituteurs à s'affilier à la Caisse des pensions des instituteurs primaires aussi bien que les instituteurs des écoles de pupilles de l'armée?

M. le Ministre répond à cette question :

« Les instituteurs des Écoles de bienfaisance de l'État font partie du personnel régulier de ces établissements et sont rétribués par le Trésor public. En vertu des articles 29 et 31 de la loi générale sur les pensions du 21 juillet 1844 et de l'article 2, 4° des statuts de la Caisse des veuves et orphelins du Ministère de la Justice, ils sont affiliés à cette caisse.

» On ne voit pas le motif pour lequel il y aurait lieu de permettre aux intéressés d'être affiliés à la Caisse des veuves et orphelins des professeurs et instituteurs communaux plutôt qu'à la Caisse de la Justice. Il y a réciprocité entre ces institutions et, le cas échéant, les pensions de veuves sont calculées d'après l'ensemble de la participation aux deux caisses ».

*
* * *

Nous nous sommes permis aussi d'interroger M. le Ministre sur ses intentions au sujet de la suppression éventuelle de certaines institutions de bienfaisance.

M. le Ministre a bien voulu nous donner les quelques précisions que voici :

« Aucune décision n'a encore été prise au sujet de la suppression des établissements envisagés.

» Une Commission, composée de quatre membres du Conseil consultatif instituée près l'Office de la Protection de l'Enfance, a été chargée de visiter toutes les institutions de l'État et de faire rapport notamment sur la possibilité d'opérer un nouveau groupement des mineurs et, éventuellement, de réduire le nombre des établissements.

» La situation des agents en surnombre, qui ne pourraient être versés dans d'autres services, sera réglée conformément aux dispositions légales et réglementaires. »

A ce propos, nous tenons à attirer l'attention du Gouvernement sur une question très délicate qui ne manque pas de jeter une certaine inquiétude chez bien des agents.

Pour réduire les dépenses dans l'École de bienfaisance de Moll, on a transféré certains employés (surveillants ou éducateurs) dans d'autres établissements relevant de l'Administration de la bienfaisance; mais : 1° on a envoyé en pays wallon des employés ne connaissant que le flamand; 2° on a appliqué cette mesure à des hommes mariés, pères de famille, qui avaient acquis des maisons d'habitation dans la commune et ne trouvent pas de logis dans leur nouvelle résidence.

N'y aurait-il pas lieu de tenir compte, à propos de ces transfèvements, de la capacité linguistique de l'agent et de sa situation familiale?

Ce qui est signalé pour les agents de l'École de Moll, peut se présenter pour les maisons établies en wallonie et il importe que, dans la mesure du possible, on ne transplante pas d'une région linguistique à l'autre, des familles qui ne seraient pas préparées à un tel changement.

* * *

Parlerons-nous des prisons?

Nous n'avons relevé dans les procès-verbaux des Sections, aucune observation au sujet des dépenses portées au chapitre qui concerne cette question.

Nous croyons cependant devoir nous faire l'écho de quelques revendications du personnel des prisons.

Ils demandent un congé annuel de quinze jours. D'après les renseignements que nous avons pris, tous les gardiens de prison n'ont pas ce nombre de jours de congé, alors qu'il est accordé au personnel de toutes les autres administrations.

Les surveillants insistent aussi sur la ristourne des 650 francs qui ont été retenus sur leurs appointements pendant la guerre pour des habillements qui leur auraient été fournis.

Cette réclamation doit être sérieusement examinée, car il n'est pas possible qu'on n'y fasse pas droit, si c'est par erreur qu'on a imputé aux surveillants d'avoir reçu certains habillements. Pas plus que personne, ils ne doivent payer ce qui ne leur a pas été fourni et c'est donc une question de fait que l'administration a le devoir de vérifier.

Le personnel des prisons exprime aussi d'autres desiderata qui se confondent avec ceux exprimés par le personnel de toutes les administrations : augmentation de l'indemnité de famille; maximum de traitement après vingt-cinq années de services; années de guerre comptées doubles pour la pension; coupons gratuits annuellement pour les chemins de fer.

Nous devons nous borner à exposer ces réclamations sans les discuter, puisqu'elles doivent faire l'objet d'un même examen pour tous les Budgets.

Nous ne relevons aucune critique au sujet des autres chapitres du Budget et nous proposons donc à la Chambre de voter le chiffre global arrêté par le Sénat à 108,024,400 francs.

Le Rapporteur,
JULES PONCELET.

Le Président,
E. BRUNET.

(14)

(N^o 271)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 APRIL 1923.

Begrooting van het Ministerie van Justitie voor het dienstjaar 1923 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER PONCELET.

MIJNE HEEREN,

Het onderzoek van de Begrooting van Justitie door de Afdeelingen der Kamer, door de Middenafdeeling en door de Bestendige Commissie heeft niet aanleiding gegeven tot eenige ernstige opwerping, en eindigde met de goedkeuring van de credieten zooals ons die door den Senaat zijn overgemaakt.

Men heeft zich beperkt bij eenige vragen tot opheldering en bij aanmerkingen of fingerwijzingen van wetgevenden of reglementairen aard in betrekking met sommige hoofdstukken van de Begrooting die wij zullen onderzoeken.

Wegens de bespreking in den Senaat zullen wij enkel eenige korte opmerkingen in 't midden brengen, daar de Minister in zijne toespraak meest al de punten aan de orde behandeld heeft.

* * *

Vooreerst stellen wij met genoegen vast dat de ons voorgelegde Begrooting enkele millioenen, juist vijf, minder bedraagt dan de vorige Begrooting. Er werd dus eene lofwaardige poging gedaan om de uitgaven minder bezwarend te maken

(1) Begrooting overgemaakt door den Senaat, n^o 4-VI.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

1^o De leden van de *Bestendige Commissie voor de Justitie en de Burger- en Strafrechtelijke Wetgeving* : de heeren BHUNET, voorzitter, BAELS, BUISSET, CARTON DE WIART, COLLEAUX, DE BUE, DEJARDIN, HALLET, JENNISSEN, MEGHELYNCK, MEYSMANS, NEVEN, PONCELET, SINZOT, SOUDAN en VAN DIEVOET.

2^o Zes leden door de Afdeelingen benoemd : De heeren JOUREZ (Léon), DU BUS DE WARRAFFE, GALOPIN, VERACIERT, DEBRUYNE (René) en HEYMAN.

voor de Schatkist. De Minister verklaarde bovendien dat op dien weg zou voortgegaan worden en dat nieuwe belangrijke verminderingen mogen verwacht worden.

Jammer echter dat naast deze vermoedelijke inkrimpingen, credietverhoogen moeten voorzien worden in eene zekere nabije toekomst, en die, eilaas! zullen opwegen tegen de besparingen die men hoopt te doen.

Men moet zich dus niet te veel begoochelingen maken, en het is zeer twijfelachtig of men binnen afzienbaren tijd de Begrooting van Justitie zal kunnen brengen op een cijfer dat merkelyk lager is dan wat ons thans wordt voorgesteld.

*
* *

Het hoofdstuk van de rechterlijke orde heeft in de Afdeelingen en in de Commissie aanleiding gegeven tot vele opmerkingen van algemeenen aard betreffende sommige ernstige vraagstukken die aan de orde staan : Rechterlijke inrichting, verhooging der wedden van de magistratuur, wijzigingen in de wetten op de bevoegdheid en de proceduur.

Wij moeten hier deze punten niet in bijzonderheden onderzoeken daar zij eerlang in algemeene bespreking zullen komen.

Aan de Bestendige Commissie zijn daarover inderdaad verscheidene ontwerpen voorgelegd. Zij zullen weldra aan de Kamer worden onderworpen. Het wil ons echter voorkomen dat geen enkel in den loop van dit zittingsjaar eene bepaalde oplossing zal krijgen.

*
* *

De rechterlijke inrichting werd tijdelijk gewijzigd door eene wet die tot October e. k. van kracht is, en die zeker voor eenigen tijd zal moeten verlengd worden. Het is inderdaad niet te voorzien dat men voor dien datum tot eene definitieve wet zal komen.

De bespreking in den Senaat heeft bewezen dat men nog ver af is van een akkoord over de toekomstige grondslagen van die nieuwe inrichting. Over de quaestie van den alleensprekenden rechter blijft men het altijd hardnekkig oneens. Eenerzijds wijst het optreden van de voortanders ervan op een meer beliste verdediging. Uit andere redevoeringen blijkt dat degenen, die het gevaarlijk oordéelen zoo grondig de inrichting van onze hoven en rechtbanken te wijzigen, zich altijd even hardnekkig te weer stellen.

Laten wij over die discussie eene enkele opmerking in 't midden brengen. Verliest men in den kamp, voor of tegen, dezen of genen vorm niet uit het oog, wat nochtans de hoofdzaak zou moeten uitmaken, en die is : de innerlijke waarde van het voorgestelde stelsel? Schijnen de geesten echter niet het meest bekommerd met een andere zorg? Hecht men niet vooral en bijna uitsluitend belang aan het vraagstuk der wedden? Om goede magistraten te hebben, zegt men, moet men ze beter betalen; om ze beter te betalen, moet men hun getal verminderen; dus, besluit men, moet men eerst en vooral hun getal verminderen.

Is dit niet al te simplistisch geredeneerd? Er zijn aan het op te lossen vraagstuk inderdaad andere zijden. Men vergeet dat wij niet staan tegenover aan te werven magistraten, maar tegenover magistraten in functie, en die meestendeels nog lang in functie moeten blijven.

Zij dienen dus niet meer gekozen te worden.

Overigens, iedereen erkent dat de huidige magistratuur op de hoogte is van hare taak. Doch ware het anders, is het dan geen begoocheling te meenen dat de magistraten van den eenen dag tot den anderen zouden omgekeerd zijn, omdat hunne jaarwedden verhoogd werden?

Daarenboven, is het geen andere begoocheling te denken dat, van af den dag dat de jaarwedden zullen verhoogd zijn, de wijze van aanwerving meteen zal veranderd zijn? Wij weten immers hoezeer men, in die zaken, met de overleveringen moet rekening houden.

De studie van de rechterlijke inrichting behelst, ons dunkens, nog andere vraagpunten dan die der jaarwedden :

Welke inrichting zal ons een goede rechtsmacht verzekeren?

Welke rechters behoeft zulke rechtsmacht?

Welke bezoldiging moet aan die rechters worden gegeven opdat zij hunne zending kunnen vervullen?

Ziedaar, volgens ons, hoe die vraagpunten moeten ingedeeld worden. Wij meenen echter dat het eerste op verre na het belangrijkste is, en, zonder te willen ontkennen, dat tusschen dit en de twee overige een blijkbaar overeenkomst bestaat, vragen wij echter dat het zoodanig wordt onderzocht en behandeld dat het aan deze niet wordt ondergeschikt gemaakt.

De justitie moet niet ingericht worden voor de magistraten noch op hunne leest worden geschoeid. Het tegenovergestelde is waar en, volgens ons, is het de vraag te weten — met het oog op de huidige samenstelling der magistratuur die waarschijnlijk over twintig of dertig jaar nog zoo zal zijn — of de rechtspraak van een enkelen rechter dezelfde waarde heeft als die van een College van rechters.

Niemand, zoo ver wij weten, klaagt over het regiem dat wij sinds zestig jaar bezitten. Zoo er geen grieven bestaan, waarom dan veranderen?

Wij beperken ons tot deze eenvoudige bemerking, die enkel van ons is, zonder te willen vooruitloopen op de behandeling van het ontwerp, noch de Commissie anderszins te willen binden.

* * *

Hetgeen wij komen te zeggen moet in niets het belang verminderen welke het tweede vraagpunt oplevert, namelijk de verhooging van de wedden der magistraten.

De verklaringen door den Minister in den Senaat afgelegd hebben eene zekere ontroerig verwekt, welke zich geuit heeft door tamelijk vinnige protestaties die ook tot ons zijn gekomen. Wij meenen de aandacht van de Kamer en van de Regceering te moeten vestigen op de dringendheid der kwestie.

Iedereen schijnt het eens te zijn om te erkennen dat de magistraten te weinig betaald worden, doch geen enkele afdoende maatregel werd tot heden voorgesteld.

Tegenover de uitdrukkelijke verklaring van de Regeering geen enkele vermeerdering van uitgaven in te willigen, is het niet mogelijk eenig voorstel te doen, en wij zouden de eersten zijn om ons ertegen te verzetten.

Mag men zich, evenwel, niet afvragen waarom de magistraten de vergoedingen niet genieten aan al de ambtenaars toegekend, namelijk de duurte-toeslagen? Is dit geen uitsluiting welke zich niet rechtvaardigt en die zou kunnen hersteld worden wanneer de Kamer de Begrooting der Bijkomende Uitgaven zal onderzoeken.

Deze vergoedingen kunnen voorzeker onze magistraten niet redden uit den benarden toestand waarin de ontoereikende traktementen hen hebben gebracht. Er zijn echter gevallen waarbij die vergoedingen, hoe bescheiden ook, heel welkom zouden zijn. Dit valt echter weer onder de bevoegdheid van den Minister van Financiën en wij kunnen hem enkel verzoeken de quæstie welwillend te onderzoeken.

* * *

Maar het vraagstuk der weddeverhooging zelf zal zeker gesteld worden bij de volgende begrooting. Het kan aan de Kamer niet ontgaan van hoe groot belang de oplossing zal wezen : het is dus voorzichtig ze van nu af te voorzien.

De hoogste personnaliteiten uit de rechterlijke wereld spreken of schrijven over dit vraagstuk, en uit hun woorden blijkt hoe hoogdringend, van hoe ongemeen belang het is. Men is getroffen wanneer men bij voorbeeld den heer Procureur-Generaal Servais in 't openbaar, bij eene plechtige gelegenheid hoort zeggen dat men het gevaar moet afweren hetwelk, onder de stijgende drukking der levensnoodwendigheden, de magistraten beloert, door hun aanwerving, en misschien hunne onafhankelijkheid moeilijk te maken.

Zeer ernstige woorden zijn dat, en zij wijzen op een onrustbarenden toestand.

Overdrijven wij niet, maar hoe zou men niet ongerust zijn bij zulke woorden, of bij 't lezen van andere klachten in dien zin. Magistraten, gezinshoofden, gedwongen tot ontberingen, en in de onmogelijkheid hun maatschappelijken stand op te houden. Wat zal er, indien men geene voorzorgen neemt, komen van de waardigheid en het prestige van de magistratuur? En welk gevaar voor de goede aanwerving onzer magistraten? Wordt er zelfs niet gezegd dat zeer gewaardeerde magistraten, die in hun ambt het levensonderhoud voor zich zelf en hun gezin niet vinden, op het punt staan hun loopbaan te verlaten voor winstgevender ondernemingen?

Daar is echter de groote stronkelsteen : de financieele nood van het land. En hoeveel andere klachten nog, even gewettigd, en aan dewelke men terzeldertijd zou moeten gehoor geven.

Om die reden, zonder het belang te miskennen dat het lot van de magistratuur verdient, zijn wij wel gedwongen haar te vragen nog geduld te oefenen.

Wij weten dat er noodwendigheden zijn voor dewelke de Staat niet kan terugwijken, en wij durven zeggen dat een van die noodwendigheden is in de

magistratuur degenen te behouden die haar prestige en haar gezag kunnen verhoogen.

Laat ik hier een gansch persoonlijke meening opperen. Zou men niet, vermits de Staatsfinanciën geene algemeene verhooging van al de wedden toelaten, bij de regeling van het vraagstuk, in de dringendste gevallen kunnen tusschenkomen? Alle wedden dienen niet verhoogd, wanneer slechts enkele onvoldoende zijn. Het is verkeerd dat men in ons land in deze zaken steeds algemeene maatregelen treft. Waarom moeten de wedden dezelfde zijn voor allen, wanneer de behoeften bij allen niet dezelfde zijn? En vermits de belangen van de Schatkist moeten verdedigd worden, en dat het enkel geldt verhoogingen toe te staan naarmate zij dringend noodig zijn, waarom in deze zooals in andere zaken, een maatregel van gelijkheid willen toepassen, door niets gewettigd en al te zwaar voor de Schatkist! Waarom zou men, om aan de Staatskas geene al te groote uitgave op te leggen, niet eene verhooging kunnen toestaan aan de magistraten die deze dringend noodig hebben? Zou het zoo ongewoon zijn bij voorbeeld hogere gezinsvergoedingen toe te staan, in verhouding met de gezinslasten? En vermits het vooral de laagste jaarwedden zijn die onvoldoende blijken, waarom dan deze gezinsvergoedingen niet gevoegd bij die wedden alleen, en enkel in die gevallen, waar zij door de omstandigheden gebillijkt zijn?

Neem bijvoorbeeld een rechter die als aanvangswedde 11.000 frank trekt. Is hij ongehuwd, dan kan die wedde, streng genomen, volstaan. Waarom hem dan eene verhooging toekennen? Is hij echter gehuwd, kan men niet beweren dat die wedde toereikend is. Waarom niet eene bijzondere en ernstige tegemoetkoming, bijvoorbeeld 3,000 frank, aan de gehuwden toekennen? En is het een huisvader, die bijgevolg zwaardere lasten te dragen heeft, waarom zou men die som dan niet verhoogen in verhouding met het getal kinderen? Zou men, uitgaande van dit voorbeeld, niet eene aanneembare schaal kunnen opmaken? Voor den ongehuwden magistraat : 11,000 frank; voor den gehuwden, 14,000 frank; voor den magistraat met last van kinderen, 15,000, 16,000 en zelfs 17,000 frank, naar gelang het getal kinderen. Zou men aldus er niet toekomen in de grootste noodwendigheden te voorzien, zonder daarom op aanzienlijke wijze 's Rijks financiën te bezwaren?

Dit is natuurlijk, wij herhalen het, maar een persoonlijke meening. Wellicht zou zij niemand en minst van al de magistraten zelf bevredigen. Niettemin onderwerpen wij ze aan de Kamer en aan de Regeering. Men kan het beginsel en de gepastheid ervan betwisten, doch 't is in alle geval een middel dat eenige aandacht verdient.

. * .

De opmerkingen welke wij betreffende de wedde der magistraten hebben gemaakt, komen in het algemeen van toepassing op gansch het rechterlijk personeel dat, in meestal de gevallen, dezelfde redenen tot klagen heeft.

De klerken der parketten en de commiezen-griffier maken eene categorie beampten uit, wier toestand inzonderheid belangwekkend is, omdat zij nog minder goed worden behandeld.

Wij hebben den Minister van Justitie ondervraagd over het onthaal dat hij zinnens is aan hunne klachten te geven.

Hij gaf ons volgend antwoord :

« De toestand van de beambten der parketten en der griffie's werd geregeld door het koninklijk besluit van 15 Februari 1922, overeenkomstig de algemeene en gelijkvormige regels welke van toepassing zijn op al de Staatsbeambten.

» Anderzijds :

A. — *Wat betreft de beambten der parketten,*

» Werd ter Kamervergadering van 8 Maart een wetsvoorstel neergelegd op initiatief van de heeren Sinzot c. s. met de volgende bepalingen :

» 1^o Dat het getal der toegevoegde secretarissen ten persoonlijken titel in de parketten niet meer beperkt weze;

» 2^o Dat de wedden der secretarissen en toegevoegde secretarissen der parketten door de wet worden bepaald.

Dat elke parketbeampte toegevoegd secretaris ten persoonlijken titel worde benoemd met verhooging van graad na zestien jaren dienst.

» Werd dit voorstel goedgekeurd, dan zou het aanzienlijke gevolgen hebben op geldelijk gebied.

» I. — Door de wet van 31 Juli 1920 werd de benoeming voorzien van toegevoegde secretarissen *ten persoonlijken titel* in de parketten; deze benoemingen behooren tot de bevoegdheid van het hoofd van het Departement. Door het voorstel wordt die bevordering verplichtend gemaakt. Men dient op te merken, dat de oprichting of het behoud van de plaats ten persoonlijken titel eigen is aan de parketten en aan de griffie's. Overal, in de openbare besturen, werd zij afgeschaft. Het ontwerp wil dezelve algemeen maken en alzoo nieuwe verplichte betrekkingen instellen, zelfs dan als de noodzakelijkheid er van niet zou erkend zijn. Ingeval van gunstig onthaal, zou het voorstel onvermijdelijk gevolgd worden door gelijke aanvragen vanwege de bedienden van al de overige Staatsbesturen aan dewelke het niet gemakkelijk zal zijn en weinig billijk dezelfde voordeelen te weigeren.

» Reeds werd een ontwerp ingediend, waarbij het voordeel dezer bepalingen tot de adjunct-griffiers uitgebreid wordt.

» II. — In een tweede opzicht, strekt het ontwerp er toe, door de wet de jaarwedde te doen vaststellen van de adjunct-secretarissen en de adjunct-secretarissen ten persoonlijken titel, wanneer zij steeds werd bepaald bij ministerieel besluit in toepassing der wet van 31 Juli 1920. Dienaangaande schenkt het ontwerp aan de secretarissen der parketten een toestand gelijkvormig met dien der griffiers. Doch dezen behooren tot de rechterlijke orde en het is bij toepassing van artikel 102 der Grondwet dat hunne wedde door de wet wordt vastgesteld.

» Met, door de wetgeving, de jaarwedden en de weddeverhoogingen te regelen, zal men aan de hoofden der parketten alle gezag ontnemen over hunne ondergeschikten.

» III. — Het ontwerp wil een tweede voorrecht schenken aan de bedienden

der parketten, namelijk het bekomen van den graad van adjunct-secretaris ten persoonlijken titel na een zestienjarige loopbaan. De meeste parketten zouden dus nog enkel gegradeerden tellen, in tegenstelling met al de overige Staatsbesturen; ieder klerk bij het parket zou, na zestien jaar dienst, eene weddeverhoging bekomen van bureel-onderoverste in de hoofdbesturen van den Staat; alzoo zouden zij het voorrecht genieten van de herziening hunner betrekking, ter uitsluiting van de overige Staatsbedienden en in strijd met de gewoonten van het bestuur.

B. — Wat de griffiersbedienden betreft.

« Door de heeren Bovesse c. s. werd een wetsvoorstel ingediend tot gelijkstelling van de adjunct-griffiers ten persoonlijken titel met de werkelijke griffiers.

» Dit voorstel geeft stof tot dezelfde bezwaren als die welke hierboven onder n° I en II werden geopperd. »

Het antwoord, naar het schijnt, is een loutere afwijzing. Wellicht kan men redetwisten over de modaliteiten van de wetsvoorstellen door onze collega's der Kamer ingediend, en de nota door den Minister overgemaakt schijnt wel aan te geven dat, wanneer deze voorstellen voor de Kamer zullen komen, zij tegen het verzet van de Regeering zullen stuiten. Naar dit debat moeten de opmerkingen verzonden worden welke tegen de ministerieele argumenten kunnen aangebracht worden. Doch, moet men, in afwachting, geen middel zoeken om den onduidbaren toestand der betrokken bedienden te verhelpen? Kan de Regeering de voorstellen die haar tegengaan niet vervangen door een andere regeling welke de bezwaren missen die haar tegenstand wettigen?

*
* *

De adjunct-griffiers van de vrederechten hebben ook hunne eischen.

Hun eerste eisch is niet bezwaarlijk voor de Schatkist: zij vragen dat in de vrederechten waar er een adjunct-griffier is, de griffier den titel zou krijgen van hoofdgriffier en de adjunct-griffier den titel van griffier.

De wet van 31 Juli 1920 heeft het woord « adjunct » afgeschaft voor de vroegere adjunct-griffiers van de rechtbanken van koophandel, van eersten aanleg en van beroep. Zijn er redenen om voor de adjunct-griffiers van de vrederechten niet hetzelfde te doen? Wij meenen het niet.

De adjunct-griffiers van de vrederechten werden ingesteld krachtens de wet van 3 Mei 1912; zij verzekeren den dienst van een deel der burgerlijke terechtzittingen en van de politierechtzittingen, en plaatsen op de akten, waarmede zij belast zijn, hunne handteekening met hetzelfde gezag als de griffier.

Misschien is het beter met de wijziging van dezen titel te wachten tot bij de bespreking van de latere wet op de rechterlijke inrichting.

De tweede eisch van de adjunct-griffiers der vrederechten is van begrootings-aard. Zij vragen dat de commiezen-griffier, tot adjunct-griffiers benoemd in 1912, voor de vaststelling hunner traktementen de jaren zouden mogen tellen die zij als commiezen-griffier in den dienst van de Justitie hebben doorge-

bracht. Deze gunst werd toegestaan door de wet van 11 Mei 1910, aan de commiezen-griffier door die wet voortaan genoemd adjunct-griffiers. Denkt men niet dat men om dezelfde redenen de adjunct-griffiers der vrederechten op gelijke wijze zou kunnen behandelen? Die maatregel zou ook geen gevaar opleveren.

* * *

Is het ons toegelaten nog een woord te zeggen over een andere reeks van rechterlijke bedienden wier toestand vaak beklagenswaardig is, namelijk de deurwaarders.

Wij zouden desbetreffend dezelfde opmerkingen, die wij bij de vorige begrotingen deden gelden, hier kunnen herhalen. Hunne grieven zijn dezelfde gebleven, en wij zouden wenschen dat men hun eindelijk recht liet wedervaren. Men heeft herhaaldelijk den beklagenswaardigen toestand der deurwaarders in de landelijke omschrijvingen in het licht gesteld. Velen van hen winnen den kost niet, en het is hun nochtans verboden eenig ander ambt te vervullen.

Wij hadden gemeend dat men voor hen zou kunnen doen wat men voor anderen gedaan heeft, namelijk voor de advocaten : een eind te maken aan de onvereenbaarheid van hun ambt met andere bezoldigde ambten. Waarom zou een deurwaarder bijvoorbeeld het ambt van Staatscommissaris bij de rechtbanken voor oorlogsschade niet mogen uitoefenen, wanneer hij daartoe geschikt bevonden wordt? Wij stelden daarover aan den Minister eene vraag en kregen als antwoord :

« Ik heb aan de heeren Procureurs-Generaal in de rechtbanken van beroep de vraag gesteld of het nuttig of passend zou zijn de onvereenbaarheid, vastgesteld door artikel 40 van het decreet van 14 Juni 1813, op te heffen.

» Uit de verslagen die ik ontvangen heb, blijkt dat dergelijke maatregel, zeer weinig afdoende wat betreft de verbetering van den toestand der deurwaarders, niet wenschelijk is.

» Hij zou niet de uitslagen opleveren welke men er zou kunnen van verwachten. Het schijnt, overigens, niet twijfelachtig, — zegt de heer Procureur Generaal van Brussel, — dat het aantal deurwaarders op wie de nieuwe bepaling zou van toepassing zijn weinig talrijk zouden wezen, zoodanig dat de toestand van de leden der corporatie in het geheel niet zal verbeterd zijn en dat de zeer ernstige huidige moeilijkheden van aanwerving slechts lichtelijk zullen verminderd zijn.

» Het is, overigens, noodig niet te vergeten dat reeds op heden, de deurwaarders, aan wie de toegang tot de bezoldigde openbare ambten is ontzegd, nochtans — ondanks de verbodsbepalingen vervat in de artikelen 40 en 41 van het decreet van 1813 — een veel grootere vrijheid van handelen behouden dan de overige ambtenaars of ministerieele beambten.

» Doch bijaldien de voorgestelde hervorming feitelijk slechts weinig nut en onbeduidende practische uitslagen schijnt te moeten opleveren, daarentegen, schijnt zij van aard gewichtige bezwaren mede te brengen en de meest betreurenswaardige misbruiken te doen ontstaan. »

De heer Procureur-Generaal bij het Hof van Beroep, te Brussel, vat deze misbruiken aldus samen :

« In onze rechterlijke inrichting, is de taak van den deurwaarder zeer belang-
 » rijk; zijne tusschenkomst is onontbeerlijk in bijna elke rechtspleging en in
 » onderscheidene gedeelten daarvan. In deze omstandigheden, begrijpt men dat
 » de deurwaarder niet van de behoorlijke uitoefening van zijn ambt mag afge-
 » leid worden door andere bezigheden die een gedeelte van zijne bedrijvigheid
 » in beslag nemen, die hem niet gemakkelijk bereikbaar zouden maken voor de
 » rechtsonderhoorigen die verplicht zijn zich tot hem te wenden en zelfs, al
 » ware het slechts in schijn, aan zijne onafhankelijkheid zouden kunnen schaden.

» Te meer, indien de wetgever uitdrukkelijk aan de deurwaarders ontzegd
 » heeft elk ander openbaar ambt uit te oefenen, is het juist omdat, uit den aard
 » van de begripsbepaling, de deurwaarders geene agenten der overheid zijn en
 » kunnen zijn. Zij zijn slechts mandatarissen van de partijen, bevoegd om
 » authenticiteit te geven aan sommige akten; zonder dit karakter van authen-
 » ticiteit, hebben de exploiten welke zij beteekenen geene andere waarde dan die
 » van den titel waarop zij rusten. Welnu, het zou te vreezen zijn, — bijaldien
 » een deurwaarder tegelijkertijd een ambt uitoefende waarbij hij bekleed werd
 » met eenig deelgenootschap in de openbare macht, — dat er in den geest der
 » rechtsonderhoorigen, vooral in de kleine gemeenten, eene verwarring zou
 » ontstaan, welke iedere beteekening van exploit als een bevel der overheid zou
 » doen doorgaan. »

» De heer Procureur-Generaal is van gevoelen, en ik treed zijne zienswijze
 bij, dat het redmiddel eerder berust hetzij in eene verhooging van het bestaande
 tarief, hetzij in het wetsontwerp op den rechterlijken bijstand, opgemaakt door
 den Raad voor Wetgeving, hetzij in eene herziening van het ambtsgebied van
 sommige deurwaarders en eene vermindering van het aantal leden dezer al te
 talrijke corporatie, of beter nog, in de versmelting van eenen en anderen dezer
 maatregelen.

» De goedkeuring van het wetsontwerp op den rechterlijken bijstand, aan het
 Parlement onderworpen (Senaat, vergadering van 30 November 1922, *Gedr.
 stukk.*, n° 15), de herziening van het burgerlijk tarief, thans onderworpen aan
 het onderzoek der departementen van Financiën en Justitie, zijn een middel om
 dien toestand te verhelpen. Ik zal nader onderzoeken of het mogelijk is, zooals
 de heer Servais het voorstelt, het gebied van sommige deurwaarders te herzien
 en het getal van deze bedienden te verminderen. »

Zij zullen dus wel de hoop moeten opgeven die wij hadden gesteld in het
 voorstel dat wij aan den Minister meenden te mogen doen.

Wij kunnen bezwaarlijk aannemen dat de weigering er gevolg aan te geven
 gegrond is. Inderdaad, naar onze meening zou de Minister altijd vrij moeten
 zijn al dan niet de machtiging te verleenen ambten te vervullen waarvan de wet
 het cumuleeren met het ambt van deurwaarder verbiedt. Wij zouden zelfs
 aannemen dat de toelating tot cumuleeren slechts zou moeten gegeven worden
 in zeer bijzondere gevallen, en dan wanneer men alle waarborgen tegen de

misbruiken in handen had. Wij vragen daarom de Regeering nogmaals te onderzoeken of in den zin door ons aangeduid niets te doen is. De Commissie vraagt in ieder geval dat weldra de toestand van deze bedienden tot hun voldoening zou geregeld worden.

* .

Over de hoofdstukken III, IV, V, VI, VII en VIII werden enkel kleine opmerkingen gemaakt die wij niet noodig denken hier te herhalen.

Over het hoofdstuk van de kinderbescherming stippen wij een paar opmerkingen aan tijdens de besprekingen in de afdeelingen in 't midden gebracht.

Men vroeg namelijk wat er geregeld was voor de plaatsing van de abnormale kinderen. Het vraagstuk is belangrijk, want men dient niet enkel het beste stelsel te zoeken voor die ongelukkigen, maar tevens de kinderen, die het geluk hebben niet door dezelfde kwalen te zijn aangetast, te bevrijden van den vaak gevaarlijken omgang.

De heer Minister, aan wien wij daaromtrent om eenige inlichtingen verzochten, antwoordde ons :

« Krachtens de wet van 14 Juni 1920 worden de behoeftige abnormale kinderen onderhouden en opgevoed op kosten van het Gemeen Fonds, van de provincie en van den Staat.

» De plaatsing van deze kinderen geschiedt overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 16 en 19 der wet van 27 November 1891, gewijzigd door voornoemde wet van 14 Juni 1920.

» Artikel 2 dezer wet heeft in elke provincie eene commissie aangesteld met opdracht advies uit te brengen over de toepassingen van de bepalingen van artikel 16 en een doorlopend toezicht uit te oefenen over de voorwaarden tot behoud van de tusschenkomst van het Gemeen Fonds.

» Door een koninklijk besluit van 13 October 1921 werden een zeker getal krankzinnigengestichten in onbruik gesteld en veranderd in instituten voor abnormale kinderen. In een ministerieelen omzendbrief van 22 November daaropvolgend werden aan de nieuwe inrichtingen de noodige aanwijzingen gegeven voor de toepassing van de wet van 14 Juni 1920, een omzendbrief van 9 Maart 1923 heeft hun opnieuw gewezen op de wetsbepalingen betreffende de plaatsing der abnormale kinderen.

» De Commissie, belast met de studie betreffende de herziening van de krankzinnigenzorg, houdt zich bezig met het definitief statuut der gestichten voor abnormalen. Deze Commissie zal eerlang hare werkzaamheden hebben voleind. »

Laten wij hopen, dat de beslissingen van de Commissie de hierboven uitgedrukte wenschen zullen bevredigen.

Insgelijks werden sommige bezwaren aangevoerd tegen de tuchtmaatregelen in de scholen van weldadigheid toe te passen. De Commissie werd getroffen door feiten welke door een der leden werden voorgebracht. Het zoogenaamde « vaderlijke » stelsel levert over het algemeen uitstekende uitslagen op, doch het moet worden toegepast met takt en buiten alle overdrijving om. Zijn de aange-

voerde feiten juist, dan is de opsluiting in de cel, waaraan sommige ondeugende leerlingen worden onderworpen, geene straf meer, maar wel een soort rust gedurende welke de gestrafte leerlingen, in plaats van eene bestraffing voor hun wangedrag te ondergaan, integendeel uitzonderlijke gunsten bekomen. Men zou hun namelijk onderscheidene uitspanningen en lekkernijen verschaffen, welke de kinderen die zich goed gedragen, moeten ontberen. Dat zou een werkelijk misbruik wezen.

Anderdeels worden de onverbeterlijken niet genoegzaam gescheiden van de anderen, hetgeen zeer betreuenswaardige gevolgen heeft. De opvoeders klagen erover, dat zij geen gezag meer hebben over de hun toevertrouwde kinderen en zijn niet zelden ontmoedigd.

Het weze ons geoorloofd te vragen, dat het Bestuur zich daarover vergewisse en, desgevallend, de vereischte maatregelen treffe.

*
* *

Wij stelden aan den Minister volgende vragen :

Dienen er geene maatregelen getroffen om de onderhoudskosten der kinderen, welke ter beschikking der Regeering worden gesteld, te verminderen?

Welke maatregelen werden totnogtoe getroffen om het voorziene crediet te verminderen ?

Antwoord.

« Het Departement zoekt naar de middelen en naar de verwezenlijking ervan om de onderhoudskosten der minderjarigen, die ter beschikking der Regeering zijn gesteld, te verminderen zonder te kort te komen aan hun onderricht en aan de onderscheidene zorgen door hun toestand vereischt. Met dit doel trachten wij het personeel te beperken overal waar het getal blijkbaar overdreven is, en onderzoeken wij of het mogelijk en wenschelijk is het getal gestichten te verminderen.

» Niet zelden heeft men de hooge onderhoudskosten van sommige gestichten aangevoerd om aan te toonen dat er overdreven uitgaven werden gedaan. Men maakt zich echter een valsch denkbeeld van de werking en de financieele lasten van 's Rijks instellingen, wanneer men ze langs dien enkelen kant beoordeelt.

» De prijs van het dagelijksch onderhoud is hoofdzakelijk afhankelijk van het getal leerlingen.

» Het kader van het onderwijzend en bestuurlijk personeel van eene Staatsinstelling is weinig onderhevig aan schommelingen; men kan het niet gemakkelijk verminderen en zoodus de algemeene kosten van jaar tot jaar inkrimpen. Het zou een blijk zijn van weinig doorzicht het te doen onder indruk van eene voorbijgaande vermindering van het leerlingental.

» Onmiddellijk na den oorlog was dit getal merkkelijk gezakt, maar elk jaar groeit het weer aan. Zoo is de onderhoudsprijs per dag in de gestichten voor jongens, die fr. 16.20 was in 1920, gevallen op fr. 14.54 in 1921. De rekeningen van het dienstjaar 1922 zijn niet ver genoeg gevorderd om den prijs op te geven van 1923, maar uit zekere aanduidingen blijkt het dat het niet over de

9 frank gaat voor een dezer instellingen. Dit cijfer is nog zeer hoog; het overtreft den prijs gevraagd voor het meerendeel der private gestichten, maar men moet opmerken dat over het algemeen de kosten hooger zijn in de Staatsgestichten dan in de private gestichten, en dat bij voorbeeld de inrichting van het vakonderwijs, dat zeer kostbaar is, daar eene groote plaats inneemt, terwijl het overal elders slechts zeer weinig uitgebreid is.

» Van dit standpunt uit, als van vele andere, moeten de rechters hunne aandacht wijden aan de Staatsinstellingen. Deze rechters duiden eigenmachtig de instellingen aan waaraan de gerechtskinderen worden toevertrouwd, en men heeft niet nagelaten het hen te doen opmerken.

» De credieten uitgetrokken op de Begrooting van 1923 voor de weldadigheidsscholen en de openbare Staatsinstellingen, wijzen op eene inkorting van 1,413,000 frank, vergeleken bij de Begrooting van 1922. »

Wij doen opmerken dat de Regeering op 14 Februari l. l. een wetsontwerp heeft ingediend tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen, tegen de gewoonte-misdadigers en de schuldige jeugd.

De bepalingen van dit ontwerp steunen hoofdzakelijk op de noodzakelijkheid de jeugdige misdadigers te reclasseeren.

Wat betreft de moreel verlaten kinderen wordt hunne bescherming verzekerd door de lokale Comiteiten door de Regeering ondersteund. De Comiteiten werden onlangs heringericht.

* .

De onderwijzers der weldadigheidsscholen staan, wat betreft het pensioen, onder veel minder gunstige voorwaarden dan hunne collegas van het lager onderwijs; zoowel wat aangaat het quantum der jaarlijksche bijdrage voor het pensioen der weduwen en weezen, als wat aangaat het bedrag van het pensioen en den leeftijd voor de pensioneerding.

Kan men deze onderwijzers niet toelaten zich aan te sluiten bij de pensioenkas der lagere onderwijzers zoowel als dit toegelaten is aan de onderwijzers der pupillenscholen van het leger.

Op die vraag antwoordt de Minister :

« De onderwijzers der Staatsweldadigheidsscholen maken deel uit van het geregelde personeel der instellingen, en worden betaald door de Openbare Schatkist. Krachtens de artikelen 29 en 31 der algemeene wet op de pensioenen, van 21 Juli 1844, en artikel 2, 4° van de statuten der weduwen- en weezenkas van het Ministerie van Justitie, zijn zij bij deze kas aangesloten.

» Men ziet niet in, om welke beweegreden men aan de belanghebbenden zou moeten toelaten aangesloten te zijn bij de weduwen- en weezenkas van de gemeentelijke leeraars en onderwijzers, liever dan bij de kas der Justitie. Onder deze instellingen bestaat wederkeerigheid en, in voorkomend geval, worden de weduwnpensioenen berekend naar hetgeen in het geheel aan beide kassen werd bijgedragen. »

* .

Wij waren ook zoo vrij den heer Minister te ondervragen over zijne inzichten

betreffende de gebeurlijke afschaffing van sommige weldadigheidsinstellingen.

De heer Minister was zoo goed ons de volgende nadere aanduidingen te verstrekken :

« Tot nog toe werd geene beslissing genomen in zake de afschaffing van de bedoelde inrichtingen.

» Eene Commissie, bestaande uit vier leden van den Adviseerenden Raad bij den Dienst der Kinderbescherming opgericht, werd gelast al de Staatsinstellingen te bezoeken en verslag te doen namelijk over de mogelijkheid eene nieuwe groepeerings der minderjarigen te bewerkstelligen, en, desgevallend, het aantal inrichtingen te verminderen.

» De toestand der boventallige bedienden, welke niet in andere diensten zouden kunnen overgeplaatst worden, zal geregeld worden overeenkomstig de wettelijke en reglementaire beschikkingen. »

Dienaangaande, moeten wij de aandacht der Regeering vestigen op een zeer kiesche quæstie welke eenige ongerustheid bij vele bedienden verwekt.

Om de uitgaven in de weldadigheidsschool van Moll te verminderen, heeft men sommige bedienden (toezichters en opleiders) naar andere inrichtingen, tot het Bestuur der weldadigheid behorende, overgeplaatst; maar :

1^o Men heeft in het Walenland bedienden gezonden die enkel Vlaamsch kennen ;

2^o Men heeft dezen maatregel toegepast op gehuwde mannen, huisvaders die een woning in de gemeente hadden aangeworven en, in hunne nieuwe verblijfplaats, geen huisvesting konden vinden.

Zou men, bij deze overplaatsingen, geen rekening kunnen houden met de taalkennis van de bedienden en met den gezinstoestand?

Hetgeen werd vermeld voor de bedienden der school te Moll, kan zich voordoen voor de inrichtingen in Wallonië en het is van belang dat, voor zoover het mogelijk is, men niet van de eene taalstreek naar de andere gezinnen verplaatst welke voor zulke verandering niet zijn voorbereid.

*
* * *

Moeten wij spreken over de gevangenen?

In de processen-verbaal der afdeelingen hebben wij geene enkele opmerking aangetroffen over de uitgaven vermeld in het hoofdstuk desbetreffende.

Wij meenen, nochtans, de tolk te moeten zijn van eenige eischen vanwege het personeel der gevangenen.

Zij vragen een jaarlijksch verlof van veertien dagen. Volgens de genomen inlichtingen, genieten niet al de gevangenenbewakers dit aantal verlofdagen, terwijl het aan het personeel van al de overige besturen wordt toegekend.

De toezichters dringen ook aan op het *ristorno* van de 650 frank welke van hunne wedden werd afgehouden, gedurende de oorlog, voor kleedingstukken die hun waren verstrekt geworden.

Die eisch moet ernstig worden onderzocht, want het is niet mogelijk dat er

niet wordt op ingegaan bijaldien men aan de toezichters bij vergissing het verstreken van sommige kleedingstukken had aangerekend. Zoo min als aan wie ook, moeten zij betalen hetgeen hun niet geleverd werd en het is dus eene quaëstie welke het bestuur verplicht is na te gaan.

Het gevangenispersoneel brengt ook nog andere eischen voor, welke deeltmaken van die welke door het personeel van al de besturen worden aangebracht : verhooging van den gezinstoeslag, maximum van jaarwedde na vijf en twintig jaar dienst, de oorlogsjaren dubbel geteld voor het pensioen, jaarlijks kosteloze reiskaarten voor de spoorwegen.

Wij beperken ons deze eischen voor te stellen zonder ze te bespreken, aangezien daarover, met het oog op al de Begrootingen, een onderzoek moet geschieden.

Over de andere hoofdstukken van de Begrooting vinden wij geen kritiek meer en wij stellen dus aan de Kamer voor, het globaal bedrag der Begrooting, door den Senaat vastgesteld op 108,024,400 frank, goed te keuren.

De Verslaggever,
JULES PONCELET.

De Voorzitter,
E. BRUNET.
